



Monsieur le Sous directeur des Ressources Humaines et Relations sociales de la DAP,  
Nous vous remercions de nous accorder audience.

Nous profitons de votre visite sur le site de l'ALIP de Tarascon pour porter à votre connaissance quelques éléments concernant le SPIP 13. Le SPIP 13 compte aujourd'hui 5 établissements pénitentiaires (CP Baumettes, CP Luynes, CD de Salon, CD de Tarascon et MC d'Arles), 2 SAS (Marseille et Luynes), un CNE (Aix) et un QPR répartis sur 3 grosses antennes SPIP qui souffrent aujourd'hui d'un manque de moyens RH et matériels chronique, qui rend le quotidien bien difficile.

Sur le plan RH, le SPIP 13 c'est plus de 250 CPIP, des DPIP, des ASE, des PA et des psychologues. Les effectifs, tous corps confondus, sont insuffisants sur certains sites, problématiques sur d'autres...  
**Il est urgent de mettre en place les organigrammes de référence pourtant promis à échéance 2024.**

**Les charges de travail sont beaucoup trop hautes :**

- les CPIP des MO d'Aix et de Marseille connaissent des charges de travail bien éloignées des effectifs de référence annoncés de 60 PPSMJ par CPIP (110 à 120 PPSMJ par CPIP pour Aix, 90 PPSMJ par CPIP pour Marseille)
- les organigrammes de référence des DPIP ne sont pas davantage respectés et trop loin du ratio de 12 CPIP par DPIP (une moyenne de 23 CPIP par DPIP sur les antennes du SPIP 13)
- Les PA ont également besoin d'être renforcés, tant leurs missions sont essentielles mais ils sont parfois seuls en poste sur certaines services
- Les psychologues du territoire sont trop peu pour assurer de manière satisfaisante leurs missions et l'accompagnement des actions collectives déployées sur les 4 services MO et les 5 services MF du 13.
- Les ASE du 13 connaissent une forte augmentation de leurs charges de travail : BAR, DDSE (dont le prononcé augmente avec le prononcé ab initio par les juridictions), astreintes, et ce malgré des effectifs trop faibles et des postes non remplacés.

**Nous avons besoin de moyens matériels pour accomplir nos missions et la baisse affichée des budgets de 30% a des incidences directes sur notre quotidien professionnel :**

- annulation des actions d'insertion
- arrêt imminent des Points d'Accès au Droit sur les 5 établissements pénitentiaires de la 2eme région pénitentiaire de France, dont la présence est indispensable et reconnue de tous.
- Pas d'Assistante Sociale sur la SAS-QSL d'Aix en Provence
- Arrêt des conventions avec certaines structures de PE
- Pas d'AS sur les MO
- Budgets indigence insignifiants

- arrêt inattendu des financements d'actions en cours (comme le Forum Utile décliné en MO de Marseille pour la PEC des LSC-D et DDSE courtes peines)

### **La sécurité des agents pâtit également de ces restrictions budgétaires:**

- c'est le cas sur le MO de Marseille dont le système de surveillance du sas d'accueil du public ne fonctionne plus (écran du PC de surveillance complètement noir, pas d'enregistrement des bandes) malgré les 100 personnes reçues quasi-quotidiennement avec des profils dangereux, ou encore des fenêtres double vitrage pourtant posées à notre arrivée dans ces locaux il y a 5 ans et qui se bloquent à tour de rôle quand elles ne tombent pas au pied de agents !! Il faudra faire sans, à défaut de budget de maintenance !
- C'est également le cas depuis de nombreuses années du MO de Tarascon dont les locaux sont inadaptés avec des intrusions régulières et qui devrait connaître des meilleures conditions de travail dans les nouveaux locaux.
- Les intrusions de PPSMJ sont bien connues elles aussi des agents du MO d'Aix, puisque la porte d'entrée du SPIP ne ferme tout simplement pas ! Mais pourquoi ne la répare t-on pas ? Pas de budget !
- En MF nous sommes également très inquiets de la baisse des budgets qui va avoir des conséquences importantes sur les activités proposées et la gestion de la détention qui souffre déjà d'un manque de personnels présents.
- La sécurité de nos collègues ASE est également un point important à soulever, depuis l'instauration des astreintes BAR, dont le cadre d'intervention connaît des aménagements inquiétants. Ils sont régulièrement appelés pour réparer un dispositif DDSE endommagé ou détérioré, sous escorte policière, de nuit, de semaine comme de week-end dans des quartiers très sensibles de la cité marseillaise, pour des profils DDSE pourtant non sensibles mais qui le deviennent sur pression de la DISP.
- Ajoutons à cette liste des plus affligeantes que les restrictions budgétaires imposent un usage limité de la climatisation qui ne se déclenchera qu'à partir de 26 degrés.. et bien nous pouvons déjà annoncer que l'été sera chaud dans les SPIP du Sud..

Cette énumération peut paraître exagérée, mais pourtant c'est notre quotidien. Les agents du SPIP 13 sont fatigués de se débattre pour travailler, assurer leurs missions, allant jusqu'à devoir défendre leur droit à mobilité (comme c'est le cas du SPIP 13 où la direction préfère maintenir sur poste des ANT et ne pas ouvrir ces postes à mobilité au mépris des règles de mobilité interne).

Le contexte actuel est pesant, les CPIP du CD de Salon sont en souffrance depuis des années et sont arrivés au point de non retour.

La CGT SPIP 13 ne cesse d'alerter la direction du SPIP 13 de cette fatigue des équipes, de cet épuisement dont les agents nous font part sur les terrains, de cette perte de sens professionnel et de cette dégradation chronique de nos conditions de travail. Les agents ont l'impression de se battre contre des moulins à vent, qui plus est lorsque les engagements pris en CSA ne sont pas respectés ou sont aménagés, reportés.

Les injonctions sont incessantes et nous manquons de cap: annonce brute des réquisitions des personnels pendant les CA d'été, mise en place des labels qualité, instauration de nouvelles CPU comme c'est le cas sur le CD de Salon, décision de refus du 2eme jour de TT (pourtant instauré par la note DAP d'Octobre 2023 au profit d'une déclinaison départementale qui connaît elle même des aménagements par service), formation des contractuels, réorganisations de service incessantes, mal réfléchies et traitées dans des délais contraints, aucune anticipation en amont de la note de mobilité concernant l'accueil des 19 collègues CPIP en prévision de l'ouverture de Baumettes 3...

L'expression « Serrés comme des sardines » n'aura jamais trouvé autant de sens pour nos futurs collègues.

**Nous aspirons à retrouver rapidement un cadre de travail serein et apaisé, car les conséquences sur les RPS sont forts dans les services.**

Nous aspirons à retrouver un vrai dialogue social. Ce n'est pas le nombre de CSA qui fait la qualité de cette instance représentative des personnels dont les enjeux sont forts pour les services et leurs agents. Nous refuserons toujours que le CSA devienne une chambre de validation des projets de la direction et nous ne transigerons ni sur la santé ni sur la sécurité des agents du SPIP 13.

Marseille, le 13 juin 2024